

Dans toute l'Europe, les politiques d'austérité, de casse des services publics et des systèmes de protection sociale sont en oeuvre. Le 14 novembre est organisée une journée d'actions et de grèves partout en Europe pour dire : ça suffit !

Le 14 novembre ... Dans toute l'Europe, NON à l'austérité !

Depuis des années nous subissons des mesures d'austérité : blocage des salaires, suppressions d'emplois, remises en cause des acquis sociaux, dégradations des conditions de travail, augmentations des restes à charge pour se soigner ...

Mais pour les gouvernants et les patrons, ce n'est pas encore suffisant !

Il faudrait baisser drastiquement le "coût du travail" par un transfert massif des cotisations sociales vers les salariés et les retraités.

Cela se traduira aussi par la poursuite du gel des salaires et la remise en cause du statut pour les fonctionnaires et des conventions collectives dans le privé. C'est déjà le cas dans notre secteur avec la dénonciation par les employeurs de la convention collective des établissements non lucratifs (CC51) au 1er décembre.

Ce sont aussi les nombreux plans d'économies qui réduisent les effectifs, remettent en cause les 35 heures, les conditions de progressions de carrière.

Les budgets 2013 restreints pour les hôpitaux et les établissements médico-sociaux vont entraîner l'accélération des restructurations et des fermetures d'établissements.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous laisser croire, les richesses produites ne cessent de progresser, les profits de nombreuses entreprises aussi !

Des milliards d'euros d'argent public ont été déversés pour "sauver" les banques alors qu'il est "impossible" de trouver le moindre euro pour répondre aux besoins sociaux !

L'objectif des institutions internationales (Fond Monétaire International, Banque Centrale Européenne, Commission Européenne ...) est de réduire les droits des salariés (remise en cause des CDI, des protections sociales) de privatiser les services publics, notamment dans notre secteur les hôpitaux, EHPAD, services sociaux, de remettre en cause les régimes de retraites collectifs ...

Le mouvement syndical doit agir au niveau européen pour mettre fin à la concurrence sociale entre les Etats et pour imposer :

- une autre répartition des richesses,**
- un droit du travail harmonisé par le haut garantissant des standards sociaux et un salaire minimum.**
- des services publics de qualité et des systèmes de protection sociale solidaires (santé, retraite, chômage, ...)**

La journée européenne du 14 novembre s'inscrit dans notre réalité quotidienne,

En agissant de manière coordonnée en Europe, nous serons plus forts pour défendre nos intérêts face aux intérêts et appétits patronaux.

Dans plusieurs pays européens, les manifestations seront accompagnées de grèves comme en Grèce, en Espagne, au Portugal, à Malte et à Chypre.

SUD appelle à débattre dans chaque établissement et décider ensemble des suites à donner ainsi qu'à participer nombreux(ses) aux manifestations unitaires organisées dans les départements.



La fédération SUD Santé-Sociaux a déposé un pré-avis national de grève de 24 heures pour le mercredi 14 novembre 2012

Fédération
Sud Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 5 novembre 2012